Les liens entre la santé et l'économie

Santé et économie, destins liés



Les liens entre la santé et l'économie

Lors de son allocution la semaine dernière, Emmanuel Macron a dit ne pas croire « à l'opposition entre santé et économie ». Les économistes ont étudié la manière dont ces deux systèmes influent l'un sur l'autre et leurs conclusions sont parfois contre-intuitives.

L'actualité

Emmanuel Macron a annoncé mercredi dernier lors d'une allocution un reconfinement de la France au moins jusqu'au 1er décembre pour faire face à la recrudescence de l'épidémie de Covid-19. Pendant cette période, les déplacements sont limités, les commerces dits « non essentiels » fermés, mais les crèches, écoles, collèges et lycées restent ouverts.

Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, une organisation patronale, a estimé jeudi dernier que la fermeture d'une partie des commerces était « une erreur ». « On ne peut pas confiner et déconfiner en permanence, sinon des centaines de milliers d'entreprises vont disparaître », a-t-il déclaré dans Le Parisien.

Lors de son allocution, Emmanuel Macron a dit ne pas croire « à l'opposition entre santé et économie que certains voudraient instaurer ». « Il n'y a pas d'économie prospère dans une situation sanitaire dégradée avec un virus qui circule activement. Et, je vous le dis très clairement, il n'y a pas non plus de système de santé qui tient s'il n'y a pas une économie forte pour le financer », a déclaré le chef de l'État.

L'éclairage : le financement du système de santé

Les crises économiques entraînent des baisses de recettes pour le système de santé. En France, son financement dépend des prélèvements obligatoires tels que la contribution sociale généralisée (CSG) et des cotisations sociales acquittées par les employeurs et les salariés. Ce financement est assuré directement par l'État, les collectivités locales, les organismes de protection complémentaire (mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance), les ménages et la Sécurité sociale. Le financement du système de santé diffère d'un pays à l'autre. Certains pays, comme la Suisse, les Pays-Bas et les États-Unis, ont mis en place un système d'assurance maladie obligatoire pour tous les résidents, mais en ont confié la gestion aux assureurs privés mis en concurrence.

Santé et richesse

Le niveau de vie d'une population est l'un des déterminants essentiels de son état de santé. Dans un article publié en 1975, le démographe américain Samuel Preston montre que le développement économique des pays pauvres s'accompagne d'une forte diminution de la mortalité. Cependant, il souligne qu'une fois atteint un certain niveau de vie, la hausse des revenus entraîne seulement une faible augmentation de l'espérance de vie. En revanche, à l'intérieur des pays, « plus un individu occupe une position socioéconomique défavorable, plus il est en mauvaise santé », affirme l'Organisation mondiale de la santé, une agence de l'ONU, sur son site, quels que soient le niveau de vie du pays et l'organisation de sa protection sociale. Elle précise qu'il s'agit d'un « phénomène mondial, que l'on constate dans les pays à revenu faible ou intermédiaire comme dans ceux à revenu élevé ».

8,8 % Dépenses de santé en pourcentage du PIB

En 2019, les dépenses de santé représentaient en moyenne 8,8 % du produit intérieur brut (PIB, la production totale de biens et services) des États membres de l'OCDE, une organisation qui réunissait alors 36 pays parmi les plus développés du monde. Cette proportion s'élevait à 11,2 % en France et à 11,7 % en Allemagne. Elle était la plus faible en Turquie (4,4 %) et la plus élevée aux États-Unis (17 %). En 2019, l'espérance de vie était de 77 ans en Turquie, 79 ans aux États-Unis, 81 ans en Allemagne et 83 ans en France, selon la Banque mondiale, un organisme de financement du développement.

Crises et santé des populations

Dans une série d'articles publiés à partir de 2000, l'économiste américain Christopher Ruhm montre qu'aux États-Unis, la morbidité (le nombre de personnes atteintes de maladies) et la mortalité augmentent en période de croissance et qu'elles régressent en période de récession. Cet effet s'explique par la baisse du temps de travail et de son intensité pour les travailleurs en période de crise, ce qui entraîne notamment une diminution des accidents du travail et une hausse du temps libre permettant de mieux s'alimenter et de faire du sport. Une étude publiée en 2006 par l'OCDE et portant sur 23 pays dont la France confirme ces résultats. Si une crise économique se traduit à court terme par une amélioration de la santé de la population, cet état « se détériore si la crise devient durable », note l'économiste de la santé Florence Jusot dans une étude publiée en France en 2012. L'effet est même immédiat chez les chômeurs, comme le montrent les économistes Martin Browning et Eskil Heinesen dans une étude sur le Danemark publiée en 2012. Ils estiment que la perte d'un emploi augmente chez les hommes le risque de mortalité de 79 % l'année du licenciement.

L'effet de la santé sur la croissance

Dans une étude publiée en 2010 en France, les économistes Philippe Aghion, Peter Howitt et Fabrice Murtin estiment que l'amélioration de la santé a un « effet positif et significatif » sur la croissance du PIB par habitant. Ils l'expliquent par différents facteurs, comme le fait que les personnes en bonne santé sont « plus productives, plus aptes à s'adapter aux nouvelles technologies et, de manière plus générale, aux mutations ». Ils proposent de considérer la santé comme « un aspect particulier du capital humain ». Cette notion a été définie par l'économiste américain Gary Becker dans un ouvrage publié en 1964 comme « l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire ». Gary Becker considérait ainsi l'éducation comme un investissement à même d'améliorer la productivité.

Pour aller plus loin

SYSTÈME DE SANTÉ AMÉRICAIN

French Morning, un magazine en ligne dédié aux francophones vivant aux États-Unis, passe en revue les raisons pour lesquelles les dépenses de santé dans ce pays sont les plus élevées au monde alors que l'espérance de vie y est en baisse.

→Lire l'article.

MACROÉCONOMIE ET SANTÉ

Dans La Revue de l'Ires, une publication dédiée aux recherches économiques et sociales, le maître de conférences en économie Nicolas Da Silva présente l'impact des conditions macroéconomiques sur l'état de santé des populations. Il évoque notamment les travaux de l'économiste américain Christopher Ruhm.

→Lire l'étude.

Source : https://www.brief.eco/